



Tchad : une kleptocratie héréditaire ?

Campagne pour la démocratie et les droits humains au Tchad

Depuis l'exploitation et la commercialisation du pétrole en 2003 au Tchad, les caisses de l'Etat se remplissent sans que la population n'en bénéficie réellement. La gestion opaque de cette manne financière, la corruption, les détournements de fonds, sous l'ère d'Idriss Déby Itno, assignent le pays au rang de kleptocratie. Après sa mort en 2021, son fils Mahamat Déby Itno a pris le pouvoir. Le système a-t-il pour autant changé ?

Comment le Tchad, producteur et exportateur de pétrole peut-il être l'un des pays les plus pauvres de la planète ? Derrière cette question que se posent depuis près de deux décennies, le peuple tchadien, les acteurs de la société civile, les journalistes ou encore les observateurs de la communauté internationale, une autre interrogation surgit aussitôt : Où est passé l'argent du pétrole ?



« L'essentiel de cet argent repart dans les circuits de corruption et l'appareil sécuritaire. Très peu est affecté sur le terrain », résume sans fioriture Remadji Hoinathy, chercheur à l'Institut d'étude de sécurité de Dakar et auteur du livre *Pétrole et changement social au Tchad* (1).



De cet or noir qui coule dans son sol, le Tchad a encaissé plus de 13 Mds de dollars entre 2003 et 2017, soit environ 65% des revenus de l'Etat, selon un rapport au vitriol de l'ONG SwissAid (2). Ce pactole aurait dû être affecté à l'éducation de la jeunesse tchadienne, à la construction de centres de santé, de routes, de réseaux d'assainissement et d'électricité robustes et équitablement répartis dans le pays. Il n'en est (presque) rien. « Il y a eu des grands travaux qui ont été initiés ici et là avec des résultats très loin des attentes en termes de qualité », poursuit Remadji Hoinathy.

Aujourd'hui, 40% de la population vit avec moins de 1\$ par jour, 10% est confrontée à une crise alimentaire, à peine 1% des ruraux a accès à l'électricité, et le taux d'alphabétisation dépasse tout juste les 24% (3).



« Nous n'avons presque pas accès à l'électricité alors qu'il fait 45°C à l'ombre. Nous n'avons pas accès à l'eau ni à la nourriture. La vie est chère », s'insurge Delphine Djiraïbé avocate, et défenseuse des droits humains.



Les dépenses militaires ont, en revanche, vampirisé le budget de l'Etat qui dépend à 70% des recettes pétrolières comme le souligne un rapport sur la « Fiscalité en Afrique » de l'ONG Tournons la Page : « Cette rente a été utilisée pour doubler les dépenses militaires du pays et pour financer des guerres permettant à Idriss Déby de rester au pouvoir » (4).

Le rêve tchadien avait pourtant bien commencé. En 2003, le pays négocie le virage pétrolier avec l'inauguration de l'oléoduc de 730 km qui relie Doba au port de Kribi au Cameroun. Quelque 12,5 % des recettes pétrolières issues du consortium Exxon, Chevron et Petronas seront versés au Tchad, soit 2,5 Mds de dollars sur vingt-cinq ans.

Aussi, pour la première fois, la Banque Mondiale investit dans un projet privé. En contrepartie, l'organisation internationale demande au président Idriss Déby Itno d'engager une large partie de ses recettes directes (dividendes et redevances) dans la lutte contre la pauvreté. « La Banque Mondiale a engagé son image dans ce dossier risqué », notent les chercheurs Benoît Massuyeau et Delphine Dorbeau-Falchier (5). La loi dite « 001 » sur la gestion des recettes pétrolières actera cet accord en 1999 : 10% seront attribuées à un fonds pour les générations futures, 70% aux secteurs prioritaires (éducation, santé, infrastructures...), 15% au budget de l'Etat et 5% à la région productrice de Doba (6).

Le test de la Banque Mondiale se transforme en crash test. Deux ans à peine la mise en route de l'oléoduc, Idriss Déby change unilatéralement les règles du jeu : le fonds d'investissement pour les générations futures est supprimé, les domaines de l'armée, la police, la justice se greffent aux secteurs dits prioritaires. Constatant que la pauvreté ne recule pas, la Banque mondiale cesse son partenariat en 2008.

Tout au long de son règne, et jusqu'à sa mort en 2021, Idriss Déby Itno a placé les membres de sa famille et de ses réseaux politiques à des postes stratégiques.



« Au sein de chaque structure de l'Etat où l'argent transite, un homme du clan est placé. A tous les niveaux, ils peuvent faire ce qu'ils veulent sans aucun contrôle », se désole Delphine Djiraïbé, par ailleurs membre de la plateforme Opening Central Africa, une coalition anti-kleptocratie.



Dans le secteur du pétrole, cette mainmise se confirme notamment au sein de la Société des hydrocarbures du Tchad (SHT), et à la Société de raffinage de N'Djamena (SRN). La première a des missions allant de la prospection à la commercialisation de l'or noir, et cultive une opacité à toute épreuve (7). La SRN, installée au nord de N'Djamena, est détenue, quant à elle, à 40% par l'Etat tchadien et 60% par la China National Petroleum Corporation (CNPC).

Seid Déby, le 4e fils du président défunt, a occupé le poste de directeur général de la SHT de 2018 à 2020, après avoir été adjoint de la direction générale de la SRN. Fatimé Idriss Déby, la fille d'Idriss Déby, est passée en 2021 de la fonction de directrice commerciale à la SHT à celle de directrice adjointe de la SRN. Sept ans plus tôt, Haoua Daoussa Déby la nièce du patriarche est devenue la numéro 2 de la SRN. Le père de cette dernière et frère d'Idriss Déby, Daoussa Déby Itno a, quant à lui, la mainmise sur la distribution de carburant à N'Djamena, où il possède la quasi-totalité des stations-service. Enfin, Mahamat Guihini Guet, neveu d'Idriss Déby Itno s'est assis dans le fauteuil de directeur des finances et comptable de la SHT de 2014 à 2020 (8).

En 2016, selon les Panama Papers, la richesse du clan Déby aurait avoisiné les 11 Mds de dollars (9). Cinq ans plus tard, les Pandora Papers citent Zakaria Idriss Déby Itno, le fils d'Idriss Déby comme détenteur d'actions dans une société basée aux Seychelles créée en 2008 (10). Au Canada, le clan Déby et ses proches ont, selon le Journal de Montréal, investi dans l'immobilier entre 2012 et 2016. Ces biens mal acquis avoisineraient les 8,6 M\$ (11).

Comment sont captées les richesses ?



Pour Remadji Hoinathy, l'essentiel « se passe lors des passations de marchés, avec des violations du code attribution des marchés publics, des délits d'initiés. Des personnes créent des entreprises du jour au lendemain et se voient accorder des marchés de plusieurs milliards pour lesquels dans la plupart, elles n'ont même pas la compétence ».



En dix ans d'exploitation, de 2003 à 2012, le Tchad a « récolté 5309 Mds Fcfa dont 3862 Mds Fcfa de ressources indirectes contrôlées directement par le Trésor public. Et c'est là, qu'il y a eu gabegie, où on a acheté des armes, on a détourné, on a construit n'importe quoi », complète Bedaou Oumar Caman, consultant et membre du collectif Wakit Tama. D'après ses calculs, sur ces 5309 Mds Fcfa, à peine moins de 1000 Mds Fcfa ont été dévolus aux secteurs prioritaires durant cette période.



A l'opacité, s'associe la gestion calamiteuse des revenus pétroliers. En ne misant que sur l'exploitation du pétrole, le Tchad demeure tributaire des cours du prix du baril du pétrole. Le pays est endetté, les caisses sont vides, notamment en raison d'un prêt de 2 Mds\$ contracté en 2014 auprès de Glencore, un courtier anglo-suisse, qui continue aujourd'hui encore d'être remboursé.

Depuis la mort d'Idriss Déby en avril 2021, son fils Mahamat Déby dit « Kaka » est à la tête du pays. Le Tchad est-il entré pour autant dans une nouvelle ère de transparence et de bonne gouvernance ?



« Je pense qu'en fait le désir ou bien l'insistance d'installer le fils à la place du père n'est pas gratuit. C'est justement pour maintenir cette machine bien huilée qui consiste à garantir la mainmise de la famille, des proches et puis du cercle politique qui l'entoure, sur la gestion du pays. Je pense que le système continue », estime Remadji Hoinathy.



La prise de pouvoir du fils provoque toutefois quelques remous sur l'échiquier. L'ancienne première dame Hinda Déby qui avait déployé ses réseaux notamment au sein de la SHT, voit un à un ses pions retirés par Kaka (12). Petit changement dans la continuité.

« C'est un système qui est en place, le père est parti mais le fils est là pour maintenir ce système-là cette kleptocratie est héréditaire », tranche Delphine Djiraïbé.

- 1,724 \$Mds dettes extérieures (estim. 2017)
- 4,3 médecins pour 100 000 habitants (2017)
- 4,5 jours, c'est la durée moyenne d'une panne de courant
- 17,963 Millions d'habitants
- 19% population utilise Internet
- 39% des Tchadiens ont accès à de l'eau potable de base
- 59 aéroports dont 50 avec pistes non pavées
- 65% population à moins de 25 ans
- 80% population travaille dans l'agriculture
- 2/3 des ménages n'ont pas de toilettes
- 32% des exportations vers la Chine, 21% vers les Emirats Arabes Unis, 19% vers l'Inde.
- 52,38 millions de barils extraits en 2019
- 60% des revenus viennent de l'exportation du pétrole
- 299,751 Mds FCFA de revenus issus du pétrole en 2019
- 132 000 barils par jour (2018) contre 70440 en 2015 ;

Sources : *The World Factbook* ; « Tchad : Évaluation de la pauvreté », rapport de la Banque mondiale 2021 et rapport 2019 de L'itie.

1. Remadji Hoinathy, « Pétrole et changement social au Tchad », Khartala, 2013, 281p
2. « Tchad SA, un clan familial corrompu, les milliards de Glencore et la responsabilité de la Suisse », *Swissaid*, 2017 (rapport retiré par l'ONG Swissaid quelques mois après sa parution mais consultable en pdf)
3. *World Factbook*, CIA, 2020 (<https://www.cia.gov/the-world-factbook/>)
4. « En Afrique comme ailleurs, pas de démocratie sans justice fiscale », *Tournons la Page*, 2017.
5. Benoît Massuyeau et Delphine Dorbeau-Falchier, « Gouvernance pétrolière au Tchad : la loi de gestion des revenus pétrolier », in *Afrique Contemporaine*, 2005.
6. *Rapport du FMI*, 2007
7. Le site Internet, quand il est accessible, ne fournit aucun rapport d'activités, aucune donnée actualisée, aucune information sur l'organigramme. Membre de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) depuis 2010, le Tchad s'est engagé à publier les documents financiers des entreprises d'Etat. Le dernier publié de la SHT sur le site du ministère des Finances et du budget remonte à 2015.
8. *Jeune Afrique*, *Intelligence Africa*, *La tribune Afrique*, *Voice4Thought*
9. « Le Tchad malade de son or noir », *La Vie*, 10 mai 2021
10. <https://projects.icij.org/investigations/pandora-papers/power-players/en/player/zakaria-idriss-deby-itno>.
11. « Pétrole, contrats publics et condos à Montréal », in *le Journal de Montréal*, 3 juin 2017
12. « Kaka dynamite les réseaux de l'ex première dame Hinda à la SHT », *Africa Intelligence*, 15 juin 2021